

**CONFERENCE REGIONALE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE ET DE LA
FORESTERIE**

10 Mars 2023

Sofitel, Nadi- FIJI

NEW CALEDONIA – COUNTRY STATEMENT

- M. le Ministre de l'Agriculture du Gouvernement de Fiji ;
- MM. les ministres de...
- M. Le Directeur général du FAO ;
- M. Le Directeur général de la CPS ;
- Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer, au nom du gouvernement collégial de la Nouvelle-Calédonie, nos vifs remerciements au Gouvernement et à la population de Fiji pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé dès notre arrivée à Nadi.

Il y'a quelques jours de cela – 15 jours pour être exact – dans ce même lieu lors de la Retraite spéciale des Leaders du Forum, le président du gouvernement calédonien et votre Premier Ministre ont signé une déclaration conjointe entre nos deux pays pour renforcer nos échanges et notre coopération dans des domaines divers et variés dont l'agriculture, la gestion des ressources ou la gestion des risques liés aux aléas climatiques.

L'un des objectifs de cette conférence régionale étant de mieux coordonner nos politiques en matière agricole et forestière au niveau régional, je forme les vœux qu'à l'issue de nos délibérations nous puissions envisager/entrevoir des axes potentiels de coopération entre nos pays insulaires afin de co-construire la résilience collective de nos populations face aux aléas du changement climatique qui menacent nos îles.

Face à cette menace permanente du changement climatique dans notre région, les Leaders du Forum des îles du Pacifique ont adopté en 2019 à Tuvalu la *Déclaration de Kainaki II sur l'Urgence climatique* afin d'interpeller la communauté internationale sur l'urgence de la crise climatique.

En 2022 lors du 51^e Sommet à Fiji, ils ont aussi adopté la *Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050* dont un des axes prioritaires est la sécurisation de la ressource afin de garantir le développement durable de nos économies et la résilience de nos populations.

La stratégie 2050 du Pacifique bleu doit nous inciter à nous engager résolument pour le bien-être de nos populations en co-construisant notre résilience collective et en façonnant les dynamiques dans

notre région afin de nous préparer à anticiper les événements climatiques dangereux, mais également à mieux appréhender les tendances géopolitiques et sécuritaires qui se dessinent dans notre région.

Pour le Pacifique bleu, le changement climatique reste une *menace existentielle* pour nos populations qui subissent fréquemment des catastrophes naturelles telles que cyclones, inondations, sécheresses et autres tempêtes qui impactent la production alimentaire et par conséquent la sécurité alimentaire.

La production agricole et les systèmes alimentaires sont des axes prioritaires de cette stratégie régionale dans les domaines thématiques dédiés : 1) à la ressource et au développement économique (production alimentaire, moyens de subsistance, chaînes d'approvisionnement, etc.) ; 2) au changement climatique et catastrophes (biodiversité, résilience), et 3) aux océans et à l'environnement (ressources halieutiques, ressources terrestres, santé de la planète).

L'agriculture représente un secteur important et fondamental pour les pays insulaires du Pacifique, non seulement comme source première d'alimentation mais également pour assurer un minimum de revenus pour les familles. Néanmoins, les impacts liés aux aléas du changement climatique ont des conséquences irréversibles sur la production et la sécurité alimentaire de nos populations. Et la dégradation de notre biodiversité impacte durablement le secteur.

Des projets innovants en agroforesterie ou agro-écologie ou des systèmes de production fondée sur la nature offrent des alternatives aux modes de production conventionnelle qui appauvrissent les sols et accélèrent l'érosion.

Sur le plan national/pays, il est important que nous puissions décliner les différentes stratégies adoptées au niveau régional notamment les orientations prises par nos organisations régionales telles que la CPS, le PROE et les agences du CORP (Conseil des organisations régionales du Pacifique).

Pour ce faire, il est primordial de renforcer la coopération entre nos pays et coordonner le soutien et l'assistance technique de nos partenaires du développement parmi lesquels les agences et organismes de l'ONU présents dans la région dont la FAO et le PNUD.

Enfin, il est tout aussi important d'amener nos partenaires à s'aligner sur nos priorités régionales dans le cadre de leur politique d'aide au développement dans la région afin d'œuvrer ensemble à co-construire la résilience de nos populations et garantir la durabilité de nos ressources.

L'agriculture et la foresterie et les océans sont au cœur de nos systèmes alimentaires dans le Pacifique. La préservation de nos ressources et de notre biodiversité participe à garantir un environnement sain de nos populations.

A l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, l'axe principal de développement de l'agriculture repose sur la sécurité alimentaire. La récente pandémie mondiale a mis en exergue l'absolue nécessité pour tous les pays insulaires de réduire leur dépendance alimentaire vis-à-vis des pays tiers. Conscient que la Nouvelle-Calédonie ne peut pas, compte tenu de l'étroitesse de son marché, répondre intégralement à cet objectif, il n'en demeure pas moins que nous nous devons de confier à notre agriculture tous les atouts nécessaires à son développement tout à la fois, solidaire, durable et respectueux de l'environnement. Il est important d'améliorer la compétitivité de nos entreprises pour en faire un facteur de croissance.

L'accroissement de l'autosuffisance alimentaire doit se faire en élaborant un plan pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Il intégrera un programme de substitution de l'importation par la production de fruits et de légumes, de viandes et de poissons locaux, qui sera mise

en place avec le concours des acteurs du secteur alimentaire, sans oublier l'économie de subsistance. Cette dernière, âme de notre pays et amortisseur social, peut offrir des revenus aux familles à partir de nombreuses activités de subsistance, d'autoconsommation, de distribution et d'entraide.

Le changement climatique pèse sur les résultats de notre agriculture. Il nous appartient de protéger notre outil de production en introduisant des méthodes de cultures alternatives et en modernisant notre système assurantiel pour accompagner les producteurs dans l'adversité.

Les différents travaux, conduits sous l'égide de la CPS, trouvent écho en Nouvelle-Calédonie. L'élaboration de partenariat entre les états membres permet un partage d'expérience, seul le chemin est plus ardu.

Comme beaucoup de pays de la région, la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut zoo et phytosanitaire qu'il nous appartient de préserver. Dans un contexte d'accroissement des échanges mondiaux de personnes et de marchandises, la résilience de notre agriculture et de notre élevage passe par sa protection face à l'introduction de maladies animales, végétales ou de ravageurs. Les différentes menaces, qui se pressent à nos frontières (peste porcine africaine, fièvre aphteuse, influenza aviaire, etc..) ou impactent nos productions (oryctes, spodoptera frugiperda), pourraient entraîner des conséquences lourdes pour notre sécurité alimentaire. La coopération régionale, en termes de biosécurité, est donc fondamentale.

La Nouvelle-Calédonie souhaite maintenir, voire accroître, les échanges d'information, de programmes de lutte, de résultats d'expérimentations ou encore de retours d'expérience, pour favoriser la performance de son agriculture. En sus des risques potentiels avec des agents pathogènes présents dans la région Asie-Pacifique, la lutte contre l'antibiorésistance et la gestion de la faune sauvage, la Nouvelle-Calédonie souhaite renforcer le réseau One Health qui permet le renforcement de la collaboration entre les équipes de santé humaine et animale. Une telle démarche au niveau régional créerait très certainement des synergies profitables à tous.

Fort de la compétence de son personnel qualifié, des surfaces analytiques et des équipements disponibles, du label Cofrac, le laboratoire de Nouvelle-Calédonie réunit les conditions techniques pour confirmer son positionnement en tant que laboratoire prestataire pour les pays de la région. Les premières prestations d'analyse à proposer serait le diagnostic de l'influenza aviaire (IA) et de la peste porcine africaine (PPA), au regard d'une part de la mondialisation des foyers de ces 2 pathologies et d'autre part du risque zoonotique potentiel de l'IA et du risque économique et social de la PPA.

Des enquêtes visant à connaître le statut sanitaire des cheptels d'animaux de rente (aviaire, bovin, porcin...) sont également des prestations pour lesquelles le LNC dispose d'une réelle expertise. Ce type d'enquête a d'ailleurs été réalisé en 2022 et 2023 sur des prélèvements en provenance du Vanuatu, de Tahiti et de Wallis.

[1 § sur les décisions de la réunion des directeurs]

[1 § conclusion]